

## CÉLÉBRATION DU 40<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

# Le scandale de Sonatrach en toile de fond

Comme en 2010, la célébration de l'anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures intervient dans une conjoncture particulière. L'événement sera, encore une fois, marqué par les scandales que la compagnie connaît depuis plus d'une année.

La célébration cette année du 24 Février, date de la nationalisation des hydrocarbures, un exploit réalisé neuf ans après l'indépendance, perdra, encore une fois, de son aura. Deux années auparavant, soit en 2009, l'événement a été célébré en grande pompe.

C'était à Arzew, à deux mois de l'élection présidentielle d'avril 2009. Ce jour-là, Abdelaziz Bouteflika avait prononcé un discours dans lequel il avait appelé les entreprises nationales à mener la bataille de la compétitivité.

Une bataille dans laquelle devait également s'impliquer la compagnie Sonatrach. Après l'éclatement des scandales de la corruption au niveau de la compagnie nationale des hydrocarbures, de simples citoyens s'interrogent : pourquoi de hauts responsables d'une société qui symbolise la souveraineté d'un pays sont tombés dans le fléau de la corruption ?

Pour rappel, l'ex-P-dg de Sonatrach, Mohamed Meziane, ou encore son successeur M. Mohamed Feghouli (sous mandat de dépôt) et les autres cadres de l'entreprise qui ont été mis sous contrôle judiciaire n'ont pas encore été jugés.

Mais il est clair que ce scandale a un lien étroit avec la gestion. C'est à ce niveau que Sonatrach a été durement frappée. Car, faut-il le rappeler, c'est pour la première fois depuis sa création que la compagnie nationale des hydrocarbures fait face à une telle affaire.

Même si le ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, et le P-dg par intérim du groupe, le premier en Afrique et le 11<sup>e</sup> à l'échelle mondiale, n'ont cessé de rassurer, depuis l'éclatement de ce scandale, que le groupe fonctionne normalement, on ne peut ignorer que son image a pris un coup.

L'implication de ses deux P-dg et de ses vice-présidents dans l'attribution de contrats douteux, notamment à la société italienne Saipem, n'est pas une mince affaire. Pour l'heure, aucun contrat n'a été annulé avec les partenaires du groupe, puisque ses filiales à l'étranger fonctionnent normalement, selon les dernières déclarations des responsables de la compagnie.

Cette année, la célébration intervient dans un contexte politique et économique assez particulier. Les hydrocarbures, cette richesse nationalisée en 1971, neuf ans après l'indépendance du pays, alimentent aujourd'hui la chronique économique. Les Algériens, pour lesquels la nationalisation des hydrocarbures est rappelée chaque année avec une certaine solennité officielle, se détourneront, à coup sûr, des quelques cérémonies qui seront organisées pour célébrer l'acte en question.

Abder Bettache

## Commémoration à la mémoire de Fernand Iveton

Il y a 54 ans était exécuté à la prison de Serkadji le chahid Fernand Iveton, en répondant à l'appel de la patrie, l'enfant de Clos-Salembier (El-Madania), Fernand, a offert sa vie pour que vive l'Algérie libre, indépendante et fraternelle.

Avant son exécution, il déclara : «La vie d'un homme, la mienne, compte peu, ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir et l'Algérie sera libre demain.» En sa mémoire et pour que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement sur sa tombe aura lieu le samedi 26 février 2011 à 10h00 au cimetière chrétien de Saint-Eugène (Bologhine), entrée face au stade.

Gloire à tous nos martyrs

La famille Iveton

## LA COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

# Mises au point et clarifications

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a émis, hier, en fin de journée un communiqué dans lequel elle jette la lumière sur ce qui s'est produit lors de sa réunion de mardi dernier, outre la tentative de fractionnement opérée par quelques organisations membres.

**Farid S. - Alger (Le Soir)** - Les organisations membres de la CNCD, signataires du communiqué, ont rappelé de prime abord que «la Coordination nationale pour le changement et la démocratie a été créée le 21 janvier 2011 par des organisations socioprofessionnelles, des associations de la société civile et des partis politiques autour du consensus de la mise en place d'une phase de transition en faveur d'un changement de système».

Le rappel valait d'être fait puisque, mardi, à la surprise de l'assemblée générale réunie à la Maison des syndicats, certaines organisations ont tenté vainement de remettre en cause cet engagement premier.

Majoritaires, les membres de la CNCD signataires du communiqué ont relevé que «depuis la publication d'un texte par un notable du FLN appuyé par un opposant en exil, des organisations socioprofessionnelles, initialement intégrées dans la Coordination, ont tenté une opération de division et de réorientation stratégique.

Les organisations ci-dessous (voir encadré) sont solidaires du compte-rendu fait par le président d'honneur de la Laddh, M<sup>e</sup> Ali Yahia



Photo : Samir Sid

La CNCD dénonce l'opération de division et réorientation stratégique.

Abdenour, à l'issue de la réunion de la CNCD du 22 février 2011».

Dans son communiqué, la Coordination condamne et déplore le report, sans concertation, des réunions d'évaluation des marches qui se faisaient chaque dimanche. Elle condamne et déplore aussi le «refus du principe de vote à la majorité dans la CNCD quand le consensus n'est pas obtenu» ainsi que l'obstruction des débats de la Coordination en

vue de remettre en cause le principe de la marche hebdomadaire retenu dès le départ».

La Coordination s'élève aussi avec force contre «les attaques lancées contre un de ses membres dans les médias dans le but d'attenter à sa cohésion et sa solidarité au moment où en Algérie et dans la région le rassemblement est, plus que jamais, le leitmotiv de tous les patriotes».

La Coordination ne reste pas par ailleurs sans insister

pour dire qu'elle s'est constituée pour rassembler tous les Algériens «qui se mobilisent pour un changement du système politique qui ne saurait se confondre avec un changement de régime».

Pour la CNCD, ceux qui ont travaillé à saborder la dynamique politique se sont marginalisés d'eux-mêmes. La Coordination a appelé à maintenir et amplifier la dynamique pour le changement.

F. S.

## Les signataires du communiqué

Ali Yahia Abdenour, président d'honneur de la LADDH ; PLD ; RCD ; Comité national pour la liberté de la presse (CNLP) ; Réseau Wassila ; Coordination des étudiants du centre ; Mouvement des archs ; Collectif des familles des harraga disparus en mer (Annaba) ; Association nationale des familles des disparus ; Association des victimes de Khalifa ; Collectif des étudiants démocrates de Chlef ; Congrès mondial amazigh ; Association comités de quartiers de Chlef ; Association culturelle Kateb Yacine ; Association environnement

de Chlef ; Sinistrés du 10 octobre 1980, sites préfabriqués de Chlef ; Association nationale pour la promotion de la laïcité ; Association algérienne pour la protection de la santé de l'enfance ; Collectif étudiant pour la sauvegarde de la citoyenneté ; Comité intercommunal Aïn Benian Staouéli ; Comité de quartier de Dar El Beïda ; Facebookistes (Khawa Khawa) ; Association culturelle Wartilas ; Coordination des associations amazighs ; Association Psychotroma Chlef ; Observatoire des violences faites aux femmes.

## LIBERTÉS SYNDICALES

# Le pot de fer contre le pot de terre

**En signant en 2006 un pacte social avec l'UGTA, le gouvernement de l'époque pensait acheter la paix sociale. Il ne faisait que confirmer que l'hégémonie de la Centrale syndicale était bel et bien terminée. Des trublions ont depuis rejoint le champ syndical, brouillant les cartes.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La Centrale syndicale qui fête aujourd'hui ses 55 ans n'est plus seule sur le terrain social.

Des dizaines de syndicats autonomes sont nés, souvent dans la douleur. Ils étaient une cinquantaine à avoir été agréés dans la foulée de «l'ouverture démocratique» au début des années 1990. Tous n'ont pas survécu aux manœuvres et aux pratiques perverses d'un pouvoir qui n'a pas caché ses intentions liberticides.

Premier signe du mépris assumé vis-à-vis des syndicats autonomes, la création de deux collèges de formations syndicales : celui qui a le droit de s'asseoir aux tables de négociations, qui participe aux tripartites et tous les autres à qui il n'est pas reconnu ce droit.

Même en ayant apporté la preuve sur le terrain de leur grande capacité de mobilisation, les syndicats autonomes n'ont pu accéder au statut de partenaire social, confirmant l'entêtement des pouvoirs publics.

Signe de cet entêtement, même lorsque les syndicats autonomes mobilisent leurs troupes paralysant des secteurs entiers, les pouvoirs publics leur tournent le dos, préférant au dialogue la manipulation et une stérile polémique au sujet des taux de participation aux débrayages.

Plus insidieux, ils torpillent les syndicats, créant des clones, divisant les troupes dans une tentative de vider le combat syndical de son sens. Peu de formations syndicales ont résisté à ces assauts répétés. Celles qui sont restées sur le terrain ont dû faire preuve d'adversité et de ténacité.

Ces syndicats autonomes sont essentiellement présents aujourd'hui dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Ils ont résisté à toutes les manœuvres et à la volonté non cachée du gouvernement de les réduire au silence. En 2003, le pouvoir assumait

pleinement sa volonté de remettre en cause le droit de grève et les libertés syndicales en refusant de délivrer l'accusé d'enregistrement pour les deux principaux syndicats de l'enseignement secondaire : le Conseil des lycées d'Alger (CLA) et le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest).

Une année plus tard, en pleine grève des médecins spécialistes qui avait littéralement paralysé les hôpitaux, se tenait un conseil du gouvernement spécialement consacré à la grève.

Ses décisions venaient remettre en cause des acquis pourtant garantis par la Constitution sans pour autant faire douter les syndicalistes.

Ils ont continué à livrer bataille, seuls contre un système qui a décidé de ne reconnaître que l'UGTA et de résolument tourner le dos au pluralisme syndical, continuant à imposer de fait l'hégémonie d'une centrale syndicale qui n'a plus rien d'autre à prouver si ce n'est que le pouvoir peut compter sur elle pour faire le pompier à chaque fois que le front social gronde.

N. I.